MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX
ABONNEMENTS:
Roubaix-Tourcoing: Trois mois... 13.50
Six mois... 26.00
Un an... 50.00

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne,
trois mois... 15 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste
en sus.
Le prix des abonnements est payable
d'avance. — Tout abonnement continue,
jusqu'à réception d'avis contraire.

INSÉRATIONS:
Annonces: la ligne... 25 c.
Réclames: »... 30 c.
Faits divers: »... 50 c.
On peut traiter à forfait pour les abon-
nements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont
reçus à Roubaix, au bureau du journal,
à Lille, chez M. QUARRÉ, libraire, Grande-
Place; à Paris, chez MM. HAVAS, LAFITTE
et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires,
(place de la Bourse); à Bruxelles, à
l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

BOURSE DE PARIS DU 25 MARS
Cours à terme de 1 h. 12, communiqués par
MM. A. MAIRE et H. BLUM, 60, rue Ri-
chelleu, Paris.

VALEURS	Cours du jour	Cours précéd.
3 0/0 amortissable...	81 30	81 32 1/2
Rente 3 0/0...	78 20	78 40
Bonds 5 0/0...	113 00	113 70
Italien 5 0/0...	77 45	77 70
Turc 5 0/0...	11 45	11 60
Act. Nord d'Espagne...	278 75	280 00
Act. Gaz...	1287 20	1292 50
Act. B. de Paris P.-B.	723 70	725 00
Act. Mob. Français...	473 75	473 75
Act. Lombards...	435 00	435 75
Act. Autrichiens...	000 00	350 00
Act. Mob. Espagnol...	840 00	857 50
Act. Suez...	723 75	728 75
Act. Banque Ottom.	481 25	483 75
Obliq. Egypt. uni.	233 75	233 75
Act. Fon. France...	746 25	747 50
Florin d'Autriche...	67 1/16	67 65
Act. Saragossine...	383 75	383 75
Emp. Russie 1877...	89 58	89 00
Délégations Suez...	628 75	632 50
Florin Hongrois...	74 9/16	74 9/16
Espagne extérieure...	13 9/16	13 9/16
Consolidés...	97 0/0	97 0/0

Ces cours sont affichés chaque jour, vers
1 h. 12, chez MM. A. MAIRE et H. BLUM,
276, rue du Collège, à Roubaix.

BOURSE DE PARIS
(Service gouvernemental) 25 MARS 22 MARS

3 0/0 amortissable...	78 50	78 50
4 1/2 0/0...	109 70	110 00
Emprunts 3 0/0...	113 25	113 50

Services particuliers 25 MARS 22 MARS

Act. Banque de France...	3025 00	3040 00
Société générale...	493 00	495 00
Créd. f. de France...	747 00	747 00
Chemins autrichiens...	548 00	552 00
Lyon...	1146 00	1145 00
Est...	718 00	711 00
Ouest...	780 00	782 00
Nord...	1440 00	1411 00
Midi...	898 00	899 00
Suez...	723 00	716 00
% Péruvien...	00 00	00 00
Act. Banq. ottom. (anc.)...	000 00	000 00
Banq. ottom. (nou.)...	481 00	486 00
Londres court...	23 28 1/2	23 29 50
Ched. Mob. (act. nouv.)...	475 00	476 00
Turc...	11 30	11 60

DÉPÊCHES COMMERCIALES
New-York, 25 mars.
Change sur Londres, 4,86 00; change sur
Paris, 3,16 25; 100.
Café good fair, (la livre) 13 1/4, 13 1/2.
Café good cargoes, (la livre) 13 3/4, 14 1/8.
Farine.
Dépêches de MM. Schlagdenhaufen et C^o,
représentés à Roubaix par M. Bulcau-Gry-
mousses.

BULLETIN DU JOUR
Au Sénat, comme à la Chambre, on
a voté hier quelques lois d'affaires.
La Chambre a adopté la loi sur les
recouvrements des effets de commerce
par la poste; elle a commencé en-
suite la discussion du projet sur les
chemins vicinaux. Au Sénat, on a voté
la proposition relative à la caisse de
prévoyance pour les fonctionnaires
civils. Au début de la séance, après la
communication, faite par le président
M. Martel, du projet voté par la
Chambre réclamant la réunion du Con-

grès pour décider du retour du Parle-
ment à Paris. M. Peyrat a fait la décla-
ration suivante :

« En mon nom et au nom de plu-
sieurs de nos collègues, j'ai l'honneur
de déposer sur le bureau du Sénat un
projet de résolution en un article dont
je vais donner lecture, ayant l'inten-
tion de demander l'urgence au com-
mencement de la prochaine séance, le
règlement ne me permettant pas de la
demander en ce moment.
« Article unique. — Le Sénat décide
qu'il y a lieu de réviser l'article 9 de
la loi constitutionnelle du 25 février
1875 pour être procédé conformément
à l'article 8 de la même loi. »

M. Peyrat, à la prochaine séance,
demandera l'urgence. Les deux Cham-
bres se réunissent aujourd'hui.
Le Standard nous annonce une gra-
ve nouvelle : ce journal prétend savoir
que la France a résolu de renouveler
le traité de commerce avec l'Angle-
terre. Les détails seront peut-être mo-
difiés, mais la base sera la même.
Nous voulons croire que la nouvelle
donnée par la feuille anglaise est pré-
maturée, et que le ministère n'aura
pas ainsi de gaité et de cœur sacrifié à
l'industrie étrangère notre industrie
national.

Il n'est pas aisé, pour un journal
français, d'aborder la question de l'Al-
sace-Lorraine qui a été traitée il y a
deux jours au Reichstag allemand. Les
députés de ces contrées, naguère fran-
çaises, ont demandé pour elles une au-
tonomie sur le degré de laquelle ils
sont divisés entre eux. Sommes-nous,
en France, en situation de donner de
bons conseils à ceux qui furent nos
compatriotes ? Nous sommes tentés
d'en douter. Si les Alsaciens-Lorrains
veulent s'installer à titre définitif dans
l'empire allemand, pouvons-nous avoir
la mission de les y aider par notre ap-
probation ? Ou bien, si nous les enga-
geons à préférer une situation mal dé-
finie, mais n'excluant pas tout espoir
de retour vers la France, à un ordre
de choses consacrant ou consolidant la
séparation avec leur ancienne patrie,
n'est-ce pas aggraver leurs souffrances
en même temps qu'irriter ceux qui sont
aujourd'hui les maîtres de leurs desti-
nées ? En présence de ces embarras,
nous devons nous borner à exposer
brièvement ce dont il s'agit.

Les députés alsaciens-lorrains, à
Berlin, sont divisés en deux partis :
les uns, autonomistes, se résignent
plus ou moins à l'annexion, en deman-
dant seulement une administration au-
tonome ; les autres, protestationnistes,
ne reconnaissent pas comme définitive
l'annexion tant que les populations
n'auront pas été consultées. Les au-
tonomistes, par l'organe de M. Schneeg-
aus, viennent de proposer au Reichs-
tag l'installation d'une administration
autonome, résidant dans le pays. On
avait depuis longtemps parlé de cette
motion. M. Schneegaus avait confié
préalablement avec le chancelier, et
on considérait le fait même de la pré-
sentation de la motion comme un sym-
tôme d'une adhésion en principe de
M. de Bismark. L'auteur de la motion
a exposé, dans un très-long discours,
l'utilité et la nécessité de transférer de
Berlin en Alsace même le siège de l'ad-
ministration, et de faire de cette pro-
vince un Etat autonome à l'égal des
autres Etats confédérés de l'empire.

M. Schneegaus s'est trouvé, à cette
occasion, dans une situation gênée,
sinon équivoque. Au fond, il a oublié
ses déclarations ardent de Bordeaux,
pour se jeter dans les bras de l'empire
allemand. Au Reichstag, il avait be-
soin de gagner la majorité à sa cause,
sans trop effaroucher ses amis d'au-
trefois. « Si vous acceptez ma proposi-
tion, dit-il aux députés allemands, « en
Alsace-Lorraine, le vieil amour pour
la grande patrie-mère renaîtra. »
Promesse hardie et que ne signent pas
les députés protestationnistes. Puis,
comme s'il avait tenu à s'excuser au-
près des Français, il ajoute que l'Al-
sace autonome a la mission de servir
de point de ralliement et de réconcilia-
tion entre la France et l'Allemagne.
Nous ignorons ce que les Allemands
pensent de cette mission; en tous cas,
M. Schneegaus n'a pas été autorisé à
parler, en cette occasion, au nom des
Français. Au surplus, M. de Bismark
n'a pas du tout été content de cet
exorde sentimental. Le chancelier,
dans sa réponse, a commencé par blâ-
mer cette sorte d'appel à Paris, qui
ne saurait trouver d'écho à Berlin;
l'orateur aurait dû se dispenser de pré-
senter son pays natal comme un pays
neutre ou les sympathies françaises
seraient aussi légitimes que les sym-
pathies allemandes. Le chancelier ne
veut pas de « pont de conciliation, » il
veut la soumission absolue des pays
annexés.

A ce prix, il concède une certaine
dose d'autonomie, dose qui sera mesu-
rée à l'attitude des populations ; elle
sera plus petite ou plus grande, suivant
que la population reste ou cesse d'être
attachée à la France.
Nous ne voulons pas entrer ici dans
les détails de la nouvelle organisation
telle qu'elle sera d'après les idées dé-
veloppées par le chancelier. Il suffit de
savoir qu'il est disposé à envoyer à
Strasbourg un prince de la famille im-
périale, à titre de lieutenant de l'empe-
reur ; il y aura un gouvernement res-
ponsable devant une assemblée qui ne
devra pas être nommée par le suffrage
universel ; enfin, un délégué de ce
gouvernement siégera au Conseil fé-
déral de Berlin, avec voix consultative
pour les affaires d'Alsace-Lorraine. Le
parti de la protestation, représenté
par M. Kablé, a déclaré adhérer à la
motion Schneegaus, à la condition qu'il
y ait en Alsace-Lorraine une assem-
blée législative issue du suffrage uni-
versel.
Voilà, en quelques mots, le débat de
vendredi, qui n'a pas eu pour le mo-
ment d'autre solution que celle d'une
prise en considération préliminaire.

LETRE DE PARIS
(Correspondance particulière)
Paris, 24 mars 1879.
D'après le langage que tiennent les
chefs des gauches à Versailles et à
Paris, il n'est pas douteux qu'ils veu-
lent précipiter, tant dans le Sénat que
dans la Chambre des députés, le vote
des lois tyrannicides contre la liberté
de conscience des catholiques. C'est
là pour ces derniers, un sérieux aver-
tissement d'avoir à se hâter aussi dans
leurs protestations contre ce criminel
complot. Il n'y a donc pas de temps à
perdre pour organiser des comités, si-
gner des pétitions.
Vous pouvez envoyer les pétitions à
mon bureau et je les déposerai entre

les mains de nos amis du Sénat et de
la Chambre des députés.

Les projets de lois de M. Jules Ferry
soulèvent les plus importantes ques-
tions de droit, de légalité, de respect
de la propriété. Il est essentiel que les
catholiques provoquent, dans tous les
barreaux de France, des mémoires qui
mettraient la magistrature en position
de faire respecter les droits violés par
les projets du ministre de l'instruction
publique.

Les habiles de la gauche ont, assu-
rément, un plan assez machiavélique
en ce qui concerne le projet Ferry sur
l'instruction supérieure et les congré-
gations religieuses.
Ils veulent faire rejeter l'article 7,
malgré le ministre.

De cette façon, pensent-ils, le gou-
vernement aurait vis-à-vis des « ex-
trêmes » tout le mérite d'avoir pris
l'initiative de la persécution contre les
catholiques; et, d'un autre côté, ceux-
ci, espère-t-on, se laisseraient désar-
mer par le rejet de l'article le plus
odieux du projet. Dans tous les cas,
s'il ne se tenaient pas pour satisfaits
par cette « modération, » on aurait un
prétexte pour les accuser d'être in-
traitables et réfractaires à toute con-
cession.

On sait que notre gouvernement et
nos radicaux veulent désormais im-
poser à l'enseignement libre le nom d'en-
seignement privé. Leur projet de loi,
sur ce point, ne s'exprime pas claire-
ment et, pour plus de netteté, un dé-
puté proposera l'amendement suivant :
« L'enseignement libre est privé...
de liberté. »
On lit dans l'Océan de Brest :
« On croit généralement que tout
l'épiscopat français va se réunir dans
une solennelle et même protestation
contre l'attentat de M. Jules Ferry à
la liberté de conscience, et aux droits
des familles catholiques.
« On peut dire que cet acte est at-
tendu de tous les catholiques de
France. »

Les plus perspicaces, — ou du moins
ceux qui se croient tels, — finiront par
ne plus rien comprendre à l'attitude de
M. Grévy et de deux ou trois ministres
qui passent pour représenter avec lui
la modération dans la république. Les
amis de ces personnages affirment
qu'il existe chez eux des velléités de
résistance à l'action chaque jour plus
dissolvante des éléments révolution-
naires. Cette affirmation est-elle sin-
cère ? Je voudrais le croire encore.
Mais elle semble démentie par tout ce
qui se passe quotidiennement sous nos
yeux : il n'est pas un seul fait de la
politique courante qui n'implique une
concession nouvelle des prétendus mo-
dérés aux exigences des violents.
Prenons pour exemple la journée de
samedi et ses divers incidents. Nous
voyons, d'une part, le gouvernement
s'associer à l'indélicatesse du retour
des Chambres à Paris, de l'autre, nous
le voyons se taire devant la proposition
Boissel qui a pour objet de transfor-
mer complètement le personnel judi-
ciaire au moyen d'une suspension de
l'immovibilité et de l'obligation d'une
nouvelle investiture. Le gouvernement
croit-il donc faciliter son rôle de direc-
tion sur le Parlement, en ramenant
celui-ci sous l'influence directe des
exclusionnistes parisiens.
Croit-il se ménager des moyens de
résistance en brisant la magistrature,
en livrant les fonctions judiciaires aux

protégés de la révolution ? Il est évi-
dent, au contraire, que par ces deux
actes de faiblesse il se désarme encore
un peu plus pour l'avenir.

Et si c'est ainsi qu'il prépare sa dé-
fensive éventuelle, on peut prédire
d'avance ce qu'elle sera.
Le Salon des Œuvres a entendu,
dans sa dernière séance, la Biographie
du Bienheureux de la Salle, fondateur
des Ecoles Chrétiennes. M. Victor
Pierre, avocat à la Cour d'appel de Pa-
ris, a raconté avec une grande sûreté
d'informations, une remarquable pré-
cision de détails historiques, en même
temps qu'avec un charme communi-
catif, cette existence si bien faite, à
l'heure présente, pour attirer notre at-
tention et pour nous servir de modèle.
L'homme ou l'on a entrepris de fermer
par une persécution ouverte toutes les
écoles où l'on apprend à craindre et à
aimer Dieu, de pareils récits sont plus
qu'une satisfaction pour les esprits ; ils
devenaient une nourriture pour les
âmes qu'ils fortifient dans le courage
et dans la vérité.

Cette même impression élevée s'est
trouvée encore fortifiée et agrandie par
l'éloquence du Doyen de la Faculté de
droit, de l'Université catholique de Pa-
ris, M. Combelly, conseiller à la Cour
de cassation. M. Combelly a pris texte
d'un discours récemment prononcé
dans une conférence de jeunes avocats
pour rétablir l'idée vraie qu'on doit se
faire du P. Lacordaire. Il ne faut point,
par une sorte de dilettantisme litté-
raire, lui attribuer des combats contre
sa raison, des limitations dans sa foi,
des incertitudes dans son orthodoxie ;
rien ne serait moins exact. Le P. Lacor-
daire est toujours resté inébranlable
dans sa soumission à l'Eglise et à la
Papauté, paisible dans sa croyance, et
apôtre dans toutes les circonstances de
sa vie.

M. Combelly a rapporté beaucoup de
ces anecdotes qui ne sauraient se met-
tre par écrit, et qui, suivant le mot de
Plutarque, peignent les hommes beau-
coup mieux que les plus grandes ac-
tions. L'auditoire fermement, ce jour-
là, deux ou trois personnages considé-
rables, qui avaient été les amis et les
commensaux de l'illustre Dominicain.
Ils se sont laissés aller, eux aussi, à
leurs souvenirs, et ils ont complété par
quelques traits remarquables cette
grande physionomie.

La semaine financière s'ouvre sous
le coup de quelques inquiétudes, plus
ou moins fondées, qui commandent une
extrême réserve.
Avec l'échec de la combinaison de
Toqueville renaissent de nouveaux
bruits de conversion. En ce qui est de
la combinaison, on n'hésite pas à attri-
buer son échec au mécontentement
éprouvé par l'Italie de n'avoir pu se
faire représenter dans la commission
financière.
On parle beaucoup de l'unification
de la dette italienne, moyen extrême
de battre monnaie...
La spéculation seule, chez nous,
soutient les cours dans l'espérance que
nos ventes, au lieu d'être offertes, se-
ront recherchées par l'épargne.
La presque nullité des affaires enco-
urage les banquiers étrangers à s'oc-
cuper de placement qui, vu les bruits
persistants de conversion, nous paraî-
sent avoir peu de chances de succès.
DE SAINT-CIERON.

SÉNAT

Séance du 24 Mars 1879
Présidence de M. MARTEL.
La séance est ouverte à 2 heures 25 mi-
nutes.

Le procès-verbal de la dernière séance,
lu par M. le vicomte de Hainneville, est
adopté.
M. le ministre des finances dépose, au
nom du ministre des travaux publics, un
projet de loi portant déclaration d'utilité
publique pour le chemin de fer de Niorêt à
Montreuil-Bellay.

Communication
M. le président. — En vertu de l'article
31 du règlement du Sénat, je donne com-
munication de la lettre suivante que j'ai
reçue de M. le président de la Chambre des
députés.
« Monsieur le président,
« Dans sa séance de ce jour, la Chambre
des députés a adopté, après déclaration
d'urgence, la résolution suivante :
« La Chambre des députés décide qu'il
y a lieu de réviser l'article 9 de la loi con-
stitutionnelle du 25 février 1875, pour être
procédé conformément à l'article 8 de la
même loi, et charge son Président de trans-
mettre la présente résolution à M. le pré-
sident du Sénat.
« J'ai l'honneur de porter cette résolution
à votre connaissance, afin de vous mettre
à même de prendre telles mesures que
vous jugerez convenables.
« Agréez, M. le président, l'assurance de
ma haute considération.

M. d'Audiffret-Pasquier : Je demande
la parole.
M. le président entend-il que le Sénat
est saisi par la communication qui vient
de faire ?
M. le Président : Non, c'est une simple
communication.

M. d'Audiffret-Pasquier : Alors, je re-
nonce à la parole.
Projets de lois.
Le Sénat adopte, sans discussion, les
articles d'un projet de loi adopté par la
Chambre des députés ayant pour objet
d'ouvrir, sur l'exercice 1879, — 1^o au mi-
nistère de l'Agriculture et du Commerce, un
crédit de 200,000 fr. — 2^o au ministère de
l'Instruction publique et des Beaux-Arts, un
crédit de 50,000 fr. pour les dépenses de
l'exposition internationale de Sydney.
Le projet de loi est ensuite adopté, dans
son ensemble, au scrutin, à l'unanimité de
253 votants.

Caisse de prévoyance.
L'ordre du jour appelle la suite de la
deuxième délibération sur le projet de loi
portant création d'une caisse nationale de
prévoyance pour les fonctionnaires et
employés civils.
Le projet de loi est adopté, au scrutin, par
236 voix, contre 12, sur 248 votants.
M. Cochet, ministre des postes et télé-
graphes, dépose un projet de loi adopté par
la Chambre des députés, relatif au recou-
vrement des factures et effets de commerce
et de toutes les valeurs commerciales ou
autres, par la poste.

**Projet de résolution — Retour des
Chambres à Paris.**
M. le Président. La parole est à M. Peyrat,
Mouvement.
M. Peyrat : En mon nom et au nom de
plusieurs de mes collègues, j'ai l'honneur
de déposer sur le bureau du Sénat un pro-
jet de résolution en un article dont je vous
donne lecture, ayant l'intention de deman-
der l'urgence au commencement de la pro-
chaine séance, le règlement ne me per-
mettant pas de la demander en ce mo-
ment.
Article unique : Le Sénat décide qu'il y
a lieu de réviser l'article 9 de la loi consti-
tutionnelle du 25 février 1875 pour être pro-
cédé conformément à l'article 8 de la même
loi.
M. le Président : Le règlement ne per-
mettant pas de demander l'urgence en ce
moment, M. Peyrat se réserve de demander
l'urgence au commencement de la pro-
chaine séance.

Desins et modèles industriels.
L'ordre du jour appelle la deuxième déli-
bération sur la proposition de loi de M.
Bozerian relative aux dessins et modèles
industriels.
Les articles 1, 2, 3, sont adoptés.
L'article 4 est ainsi conçu : La durée du
droit exclusif d'exploitation, garanti par
l'article 1^{er}, sera de 15 années maximum; si
ce droit a été réclamé pour une durée
moindre, il pourra être prorogé jusqu'à l'ex-
piration de ce délai, moyennant l'acqui-

Feuilleton du Journal de Roubaix
DU 26 MARS.

IMMOLATION

PREMIÈRE PARTIE
Elle ne se souvient plus qu'il y a quel-
ques minutes elle était résignée à obéir s'il
le fallait à ce mot : sacrifice ! qui, comme
un présage hier soir à travers son âme ;
non, elle ne sait plus qu'une chose, c'est
que c'est aujourd'hui le grand jour, qu'A-
mbroise, son fiancé, celui qu'elle aime, va venir
dans un petit nombre d'heures pour la de-
mander à son père, pour l'emmener comme
épouse, pour en faire sa chère et unique
compagne. Cette image fait rougir et trem-
bler la jeune fille, elle a envie de se sauver
usqu'au soir pour dissimuler son trouble
et son émotion. Elle descend, elle se jette
au cou de son père, elle l'embrasse non
point comme à l'ordinaire, mais avec une
tendresse fiévreuse qui va jusqu'aux lar-
mes :
— Qu'as-tu ? dit le père Mériot étonné.
Elle balbutie, il lui semble qu'on doit de-
viner son secret. Le père renouvelle sa ques-
tion avec un symptôme d'impatience.
— Je voudrais aller à Saint-Martin chez
mon amie Geneviève, répond Rose, qui dési-
re échapper à toute investigation et qui
n'a trouvé que cette ressource.

— Va, fille, dit le jardinier avec
bonne humeur, et amuse-toi bien.
A peine Rose a-t-elle conçu ce plan
qu'elle en est ravie. Cette Geneviève est
mariée depuis un an seulement, et quand
elle habitait Pontenay, Rose et elle étaient
inséparables. Elle pourra penser tout haut
avec cette chère compagne, pleurer et rire
suivant son émotion.
— C'est vraiment, se dit-elle, une inspi-
ration du ciel : ma place n'est point ici de-
vant la visite d'Ambroise ; mon père devi-
nerait que nous avions concerté ce plan en-
semble ; peut-être en serait-il blessé ? Tan-
dis que mon absence va le rendre parfaite-
ment libre dans sa réponse... Cette réponse,
je la devine, j'en suis sûre...
Hélas ! non, Rose n'en était pas sûre, et
tous ces beaux raisonnements par lesquels
elle cherchait à se convaincre de la réussite
de ses plus chers desirs ne prouvaient qu'un
trop combien étaient vives à cet en droit le
inquiétudes de la pauvre enfant.
— Qui pouvait dire effectivement dans
quelles dispositions Ambroise trouverait le
père Mériot ? Depuis six mois il était bien
changé. Des idées d'ambition et de for-
tune, des goûts de bien-être avaient rem-
placé les habitudes rustiques, laborieuses
et le gros bon sens de l'homme des champs.
Rose avait perdu sa douce action sur la
volonté paternelle. Elle luttait en vain
contre un maître impitoyable qui domine
la raison de l'homme, quand il s'en em-
pare, et détruit son intelligence, je veux
parler de l'ivresse. Il n'avait pas fallu à Be-
noît de grands efforts pour réveiller chez
un ancien militaire les habitudes de la ca-

serne. Fumer une pipe, en racontant ses
campagnes devant une tasse de café, sem-
blait au père Mériot un innocent plaisir ;
mais son auditeur ne se laissant jamais lui
apportant pour exciter sa verve du cognac
de 1813 dans de vieilles bouteilles dont la
poussière dulcifiée attestait le long séjour
dans le caveau, le plaisir dégénéra en pas-
sion, et Rose en ressentait les tristes ef-
fets.
Après avoir bu la tasse de lait qui lui
servait de déjeuner quotidien, la jeune fille
prit son ouvrage et partit pour ne revenir
que le soir.
Le temps avait tenu ce que promettait
la veille. La nature paraissait surabondante
de vie. Les fils de la vierge, couverts de ro-
sé, s'étendaient brillants sur les haies dia-
mantes elles-mêmes par ces perles du ma-
tin, le soleil dorait la cime des arbres et co-
lorait les lointains ; tout ce qui avait une
voix chantait ou murmurait harmonieuse-
ment, l'oiseau et l'insecte unissaient leur
joie, l'air était pur et frais, la vie circulait
dans les plantes qui frémissaient au mou-
dre du vent, il y avait des bouquets dans les
herbes, des parfums dans les prairies, des
ruisseaux limpides qui coulaient douce-
ment en baignant le pied des grands chê-
nes, je ne sais quoi d'embanné dans l'at-
mosphère qui enivrait les yeux et le cœur.
Rose suivait d'un pas léger le sentier fleuri
qui conduisait à Saint-Martin. Bientôt sa jeu-
nesse éveillée par la poésie de cette ma-
tinee chassa les tristes pensées. Elle marcha
escortée des plus doux rêves, cueillant les
marguerites et les effeuillant, rieuse et
folle enfant, avec cette interrogation :

m'aime-t-il ? Toutes répondaient : passion-
nément !
Les marguerites répondent tout ce qu'on
veut.
En entrant dans la maison de Geneviève,
échauffée parla course, animée par l'espoir,
Rose était si fraîche et si séduisante que la
première parole de son amie fut :
— Je parie que tu viens m'engager pour
ta noce ?
— Bientôt, répondit-elle en se jetant au
cou de Geneviève en la couvrant de car-
resses.
Puis toutes deux ensemble se précipi-
tèrent vers un bécoté où venait de s'é-
veiller l'ange bini de cette chaumière. Gene-
viève, mère depuis trois mois, était dans
ce qu'on pourrait appeler la fleur du bou-
heur, entre un jeune mari qui l'adorait et
ce petit enfant qu'ils adoraient tous deux.
— Oh ! ma Geneviève, oh ! mon petit
amour, oh ! mon petit ange, disait Rose en
mangeant de baisers la bouche en fleurs de
de la petite fille. Elle l'eut bientôt dans
les bras, et la jeune femme regardait pres-
que d'un œil d'envie sa Geneviève souriant à un
autre qu'à sa mère.
Elles l'habillèrent et la déshabillèrent
vingt fois, tantôt pour revoir ses pieds mi-
gnons, ses bras blancs et potelés, ses pe-
tites mains, son cou, ses épaules, tantôt
pour la faire bayer avec la robe de baptême
ou pour lui essayer quelque nouveau véte-
ment. C'étaient des rires, des éclats de joie
des compliments sans fin. On la mit à terre
sur une couverture, et la bonne petite créa-
ture se roulait gracieuse et gentille entr-

Les deux amies agenouillées pour la voir
de plus près, pour l'embrasser plus sou-
vent.
Ce doux et coquet manège aurait duré
tout le jour sans l'arrivée du mari, brave
laboureur, qui travaillait ferme et qui ai-
mait de même. Le dîner était bien un peu
en retard ; mais pendant que François fai-
sait à son tour sauter la fillette, les deux
amies retroussant leurs manches mettaient
devant elles de grossiers tabliers de ména-
ge, dressaient la table, activaient le feu,
casseront et battaient les œufs pour l'ome-
lette ; tout fut fait rapidement, gaiement,
avec mille propos tendres ou joyeux. Puis
on se mit à table avec la petite fille qui
passait des genoux de l'un sur les genoux
de l'autre pour recevoir les caresses de
tout le monde.
Le repas fut simple, mais assaisonné de
grais propos et de cordialité. Le lard aux
choux et l'omelette, — plat supplémen-
taire ajouté en l'honneur de Rose, — fut
entamé de bon appétit par des es-
tomacs vigoureux. par de braves gens qui
de ce peu remerciaient chaque jour la
Providence. L'entrain augmenta au des-
sert et Rose fut taquinée sur ses prochaines
espérances. L'heureuse enfant souriait en
regardant et se défendait mal d'être bien
heureuse.
Qu'y avait-il à cacher dans ses purs sen-
timents connus de ses parents et bientôt
bénis par Dieu ? Aussi, elle se préta avec
grâce aux doux badinages de Geneviève
et de François. Elle n'avait point de secrets
pour ces cœurs naïfs et simples. Elle leur

avait donc que tout son rêve était une
petite chaumière située au bas de Fonte-
nay ; Thérèse Geneviève, la on court le
ruisseau avec un bouquet de verdure de-
vant et un jardin derrière. La salle verte
est en écaillure ; te rappelles-tu comme je
t'ai aimé ? J'aurais deux petits oiseaux, un
bouxvent et un chardonnet ; ça chante
si bien que ça vous ferait l'humeur gaie,
à supposer que le sonnet nous pût attein-
dre.
— Ah ? pensait Geneviève, qui la regardait
tendrement. Dieu l'eût-elle un petit
oiseau de son paradis et sa cage sera dans
les bras. Et elle se mit à jouer avec sa petite
fille dont le gazouillement réjouissait le
cœur plus que bouxvent et chardonnet.
— Nous ne parlerons pas davantage de l'em-
ploi du temps de Rose à Saint-Martin, elle
en perdit la majeure partie à folâtrer ; et
certes dans toute sa journée d'ouvrage, elle
n'aurait pas un mouchoir. En revanche elle
gouta quelques heures de bonheur comme
une trêve que lui accordait la Providence
entre les chagrins d'hier et ceux de demain
le soir, on la reconduisit à lui-même, lui
laissant redire ses ennuis passés comme
pour faire mieux goûter, disait Geneviève,
les joies qui l'attendaient ; on se moqua
tout à l'aise de ce frêle et de Benoît, on
éleva jusqu'aux nues le dévouement et le
mérites d'Ambroise, et quand les amies se
quittèrent, — après combien de baisers, je
ne le saurais dire, — les inquiétudes de
Rose avaient fait place à la plus complète
sérénité.
Et pourtant à Fontenay, les choses allaient